MOUVEMENT KILIMO EKOLOJIA
L'agroécologie paysanne par les jeunes et pour les jeunes
secretariat@kilimoekolojia.org

DÉCLARATION
POUR UNE AGROÉCOLOGIE PAYSANNE AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION, LA DÉGRADATION DES TERRES ET LA SÉCHERESSE

À l'occasion de la COP17 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification à Oulan-Bator, Mongolie, 17 - 28 août 2026

Nous, **Mouvement KILIMO** , réseau panafricain engagé en faveur de l'agroécologie paysanne, de la souveraineté alimentaire, de la restauration des terres et de la résilience des communautés rurales, appelons les États, les institutions régionales et internationales, les partenaires techniques et financiers ainsi que les collectivités territoriales à faire de l'agroécologie paysanne une composante essentielle des réponses à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse.

La COP17 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) intervient dans un contexte où les effets combinés du changement climatique, de la dégradation des terres, de la perte de biodiversité et de la raréfaction de l'eau fragilisent particulièrement les communautés rurales. En Afrique, ces crises affectent directement les capacités de production agricole, les moyens de subsistance et la souveraineté alimentaire des populations.

Face à cette situation, nous affirmons que les réponses ne peuvent reposer uniquement sur des solutions technologiques ou sur des investissements extérieurs. Elles doivent se baser sur les pratiques locales existantes et adaptées. **L'agroécologie paysanne constitue à cet égard la réponse essentielle.**

Elle rend possible le renforcement des liens entre restauration des terres, souveraineté alimentaire, adaptation au changement climatique, préservation de la ressource eau et création d'opportunités économiques locales. Cependant, son développement ne sera possible sans une transformation des conditions dans lesquelles les Paysans exercent leur activité.

Nous constatons en effet que les agriculteurs, particulièrement les femmes et les jeunes, demeurent confrontés à l'insécurité foncière, à un accès limité aux financements, aux difficultés d'accès aux marchés, à la non-valorisation des techniques endogènes ignorant les savoir-faire traditionnels au profit de solutions extérieures et à des politiques agricoles peu alignées aux objectifs de restauration des terres et adaptation climatique.

Nos demandes prioritaires

Nous appelons :

1 Les État et les gouvernements à :

- intégrer pleinement l'agroécologie paysanne dans leurs politiques et stratégies de lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse
- reconnaître et protéger les systèmes semenciers paysans, ainsi que les savoirs locaux qui leur sont associés ;
- garantir les droits fonciers des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et des communautés locales ;

2 Les institutions de recherche et les gouvernements à s'inscrire dans la recherche participative, à développer des indicateurs permettant de mesurer les bénéfices écologiques, sociaux et économiques de l'agroécologie ;

3 Les partenaires de développement à renforcer la formation, l'accompagnement technique et l'accès aux marchés pour les Paysans engagés dans la transition agroécologique ;

4 Les acteurs du financement local à reconnaître et renforcer les mécanismes endogènes, notamment les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), comme leviers complémentaires de financement des initiatives communautaires ;

5 La CNULCD et ses Parties à garantir une participation effective de la société civile, des organisations paysannes, des femmes et des jeunes dans les processus de décision et de suivi ;

6 Les collectivités territoriales à protéger les terres agricoles, soutenir les initiatives agroécologiques locales et reconnaître les communautés comme des acteurs de premier plan de la restauration des terres ;

7 L'ensemble des acteurs à passer des engagements internationaux à des actions locales concrètes, financées, mesurables et inclusives.

Nous, **KILIMO EKOLOJIA,** faisons et appelons à faire de la restauration des terres une responsabilité collective et de l'agroécologie paysanne un investissement stratégique pour l'avenir du continent.

La lutte contre la désertification ne peut réussir sans les communautés qui vivent et travaillent sur les terres. La restauration des terres doit aller de pair avec la restauration des droits, des savoirs et de la capacité d'agir des peuples.

Faisons de l'agroécologie paysanne un pilier de la résilience des territoires africains et de la souveraineté alimentaire du continent.